

l'État est plus présent dans la région amazonienne, il met en place diverses politiques publiques et améliore les infrastructures. Cependant, ce sont les entreprises pétrolières qui, dans le but de s'assurer le soutien des communautés locales, ont financé jusqu'à présent les centres de santé et les écoles. Dans ce cadre-là, l'initiative Yasuní-ITT représente un changement: l'État a décidé de s'investir dans cette région en laissant une partie de son pétrole sous terre, ce qui va à l'encontre des intérêts du puissant lobby pétrolier.

Les objectifs de l'initiative Yasuní-ITT

L'initiative Yasuní-ITT a été présentée officiellement le 5 juin 2007 par le gouvernement équatorien et elle est devenue l'un des projets centraux de la révolution citoyenne. Puis elle a évolué, peu à peu, après le refus de Rafael Correa de signer, lors de la conférence de Copenhague sur le climat, le préaccord du fidéicommis marchand du 24 novembre 2009. Ensuite, une étape cruciale a été franchie le 3 août 2010 afin que l'initiative Yasuní-ITT puisse être mise en œuvre: la signature du fidéicommis marchand pour la transition énergétique entre le gouvernement équatorien et le Programme des Nations unies pour le développement.



Fidécimmis

Ce terme vient de deux mots latins: *fide*, la confiance donnée à une instance pour administrer des ressources, et *comissus* regroupant les intérêts de divers d'acteurs qui voudraient, à partir de ce mécanisme, avoir une incidence sur la définition de l'affectation desdites ressources.

Dans le cas de l'initiative Yasuní-ITT, l'administration des ressources est confiée à une instance onusienne, le Pnud. Le directoire du fidécimmis sera intégré par trois représentants du gouvernement équatorien, deux représentants des principaux contributeurs et un représentant de la société civile équatorienne. Le Pnud a le droit de parole mais pas de vote. En cas d'égalité dans les votes, ce sont les voix du gouvernement équatorien qui l'emportent.



Les discussions autour de ce fidécimmis ont été longues car il s'agit d'une nouveauté au plan international. C'est donc tout un mécanisme qu'il a fallu inventer afin de garantir à la fois la souveraineté de l'Équateur et, pour les autres pays, une certaine transparence dans la gestion des fonds. En effet, cette garantie avait été demandée en particulier par l'Allemagne afin d'avoir l'assurance de la bonne gestion de ces fonds, l'image de l'Équateur dans les pays du Nord n'étant pas très bonne car, à l'instar de beaucoup de pays de Sud, des termes comme « corruption » ou « clientélisme » lui collent encore à la peau.

Ce fidécimmis et ses statuts existent aussi afin de donner une garantie face à l'instabilité politique que connaît l'Équateur depuis 15 ans, instabilité qui

pourrait entraîner la remise en cause de l'initiative Yasuní-ITT tout comme un changement de gouvernement. Il est donc prévu dans les règlements que si un gouvernement équatorien, quel qu'il soit, venait à exploiter le pétrole de la zone ITT, il devrait rembourser l'ensemble des contributions. Comme il faut de 4 à 5 ans pour commencer à extraire la première goutte de pétrole, cette mesure est une garantie très importante. En effet, si un gouvernement équatorien prenait une décision aussi folle, il ne toucherait ni l'argent du pétrole, ni les intérêts du fidéicomis et il devrait rembourser l'argent du fonds. Pour un pays dont les ressources financières sont faibles, ce serait une grave faute politique et économique.

Pourtant, si le gouvernement équatorien échoue à rassembler les 3,6 milliards de dollars du fonds fiduciaire, ceux qui veulent exploiter le pétrole de l'ITT pourront alors justifier cette exploitation en formulant une rhétorique du type: « *Nous avons donné du temps pour trouver des alternatives. Comme cela n'a pas fonctionné, à nous de jouer!* » Le débat est ferme au sein même du gouvernement entre les écologistes et les partisans du pétrole.

L'initiative Yasuní-ITT va contre les intérêts des compagnies pétrolières, ce qui n'est pas le moindre

des obstacles tant le lobby pétrolier occupe une place importante au sein de l'État, à travers notamment l'entreprise Petroecuador. Pour l'heure, en Équateur, les environmentalistes ont gagné la bataille et le président s'est rangé à leurs côtés.

Il existe un plan B qui consiste, si l'Équateur échoue à collecter les fonds pour l'initiative Yasuní-ITT, à exploiter le pétrole du bloc ITT. Mais ce plan comprend une exploitation partielle du bloc qui deviendrait le bloc TT, car Ishpingo se trouve en partie dans la zone intangible du parc. Avec ce plan B, certains ont rapidement dénoncé un chantage : soit la communauté internationale apporte sa contribution financière et l'Équateur conserve la mégabiodiversité du parc Yasuní, soit on exploite. Selon le président Rafael Correa, il ne s'agit en aucun cas d'un chantage mais il est du devoir d'un chef d'État, dont une partie de la population vit sous le seuil de pauvreté, de s'assurer, quelle que soit l'issue, d'un minimum de revenus afin de pouvoir lutter contre cette pauvreté. Toutefois, il serait difficile d'exploiter cette zone après avoir fait autant de bruit médiatique et émis autant d'arguments pour ne pas l'exploiter.

Le fait d'insister sur les bénéfices de la non-exploitation ne joue pas en faveur du lobby pétrolier qui est pour le

plan B. De plus, avec la structure financière de la proposition de l'initiative Yasuní-ITT, l'exploitation est de moins en moins attractive. Si l'Équateur n'arrive pas à obtenir les 3,6 milliards de dollars et si les ressources financières déjà présentes dans le fonds fiduciaire sont utilisées comme il a été défini au préalable, un cercle vertueux sera amorcé rendant ainsi inutile l'exploitation du pétrole.

Avec la signature de ce fidéicomis, l'Équateur envoie un signal fort à la communauté internationale, car il représente une garantie de légalité et de légitimité internationales pour la gestion du fonds. L'Équateur s'éloigne ainsi des discours creux qui prolifèrent dans le contexte international quand il est question d'environnement. Il se dirige vers l'élaboration d'une économie post-pétrolière et d'un autre type de société.

Il existe deux étapes importantes pour la collecte des différentes contributions de la communauté internationale : la première consiste à recevoir 100 millions de dollars pour la fin décembre 2011 (étape qui a été franchie avec succès) et la seconde vise l'objectif des 3,6 milliards de dollars en 2023, soit 13 ans après de la signature de l'accord entre le Pnud et le gouvernement équatorien.

Des certificats de garantie Yasuní (CGY) sont délivrés aux contributeurs de plus de 50 000 dollars.

Ces CGY représentent le carbone séquestré dans les réserves de pétrole du bloc ITT sur lesquelles a été établi le compromis de ne pas les exploiter.

Les ressources ainsi obtenues forment un fonds administré par le Pnud. Ce capital est voué à être investi exclusivement dans le développement des énergies renouvelables hydraulique, géothermique, éolienne et solaire. Quant aux intérêts de ce fonds, ils sont destinés principalement aux projets suivants :

- la non-déforestation et la conservation effective de 44 zones protégées correspondant à 4,8 millions d'hectares, soit 20% du territoire équatorien ;
- la reforestation et la régénération naturelle d'un million d'hectares de forêts dont les sols sont actuellement menacés par la dégradation (réduisant ainsi le taux de déforestation de l'Équateur, l'un des plus hauts d'Amérique du Sud) ;
- l'amélioration de l'efficacité énergétique nationale et les économies d'énergie ;
- le développement social des zones d'influence de l'initiative Yasuní-ITT avec l'investissement dans l'éducation, la santé, l'habitat et la création d'emplois dans des secteurs *soutenables* comme l'écotourisme ;
- la recherche et le développement en sciences et technologies avec comme objectif, à moyen

et long termes, un changement de modèle de développement pour aller vers une société de la bioconnaissance.

Climat et matrice énergétique

L'Équateur subit déjà les conséquences des changements climatiques. Les glaciers andins ont perdu 35 % de leur surface lors des dernières années, ce qui serait dû à la hausse des températures moyennes. De plus, El Niño se répète de plus en plus fréquemment et fortement. Ce phénomène climatique cyclique consiste en un changement du mouvement des courants marins dans la zone intertropicale. Il provoque de très fortes pluies et a des conséquences dévastatrices sur la côte équatorienne, avec des inondations récurrentes, notamment en février et en mars 2012.

L'Équateur connaît aussi d'importantes migrations internes dues à ces inondations et aux sécheresses, la dégradation des sols agricoles, etc. Pourtant il n'est pas responsable du réchauffement climatique puisqu'il représente moins de 1 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.⁸

8. Agence internationale de l'énergie, *CO₂ Emissions from Fuel Combustion: Highlights, 2011 Edition*, IEA Statistics, 2012.